

Vœux du MOC, 24 janvier 2020

« Si la colère fait les émeutes, seul l'espoir fait les révolutions »

Pierre Kropotkine

Chères amies, chers amis,
Bonsoir,

2019 est derrière nous, la trêve de Noël est souvent l'occasion de faire le bilan, de prendre en peu de recul et beaucoup de résolutions. On se prend à rêver l'avenir, comme une nouvelle page blanche, pour un peu on prendrait presque des engagements...

Voici deux ans, dans cette salle, j'avais commencé ce discours par les victoires remportées sur l'ennemi capitaliste, sexiste, raciste. Parions ensemble que dans un an en janvier 2021, nous pourrions fêter de nouvelles victoires.

Cependant, ce n'est pas par des victoires que je démarrerai aujourd'hui. L'année 2019 s'achève plutôt sur un drôle de bilan politique : d'abord au fédéral, une année complète en affaire courante, mais avec un Parlement qui travaille, des lois qui sont votées, voire même des ministres qui prennent des mesures illégales (Maggie De Block). Et toujours pas de loi climat, une impossible entente malgré l'urgence, un pays qui s'enlise dans l'absence de compromis renforçant malheureusement le désengagement des citoyens, pour ne pas dire le rejet de la question politique et des institutions plus largement, nous y reviendrons.

À l'échelle régionale et communautaire, là nous avons deux gouvernements, qui s'installent lentement mais sûrement. De l'envolée pour un gouvernement toute barre à gauche à l'arc-en-ciel d'aujourd'hui, en passant par un coquelicot, nous avons finalement un triple compromis social, économique et écologique : les intentions sont louables et on se réjouit d'y retrouver des revendications de longue date du mouvement ouvrier et de ses organisations. Une inquiétude majeure persiste cependant : avec quel argent ? le report du retour à l'équilibre pour permettre des investissements d'avenir est une réponse. Mais quoi alors ? Vive la dette ? Sans revenir sur certaines mesures fiscales et sans aborder véritablement la question de l'impôt juste, comment va-t-on réellement répondre à cette triple urgence : l'urgence climatique et environnementale, l'urgence des inégalités sociales qui s'accroissent et l'urgence d'une population qui ne fait plus confiance à notre démocratie !

Tout cela suscite notre inquiétude et notre colère !

Arrêtons-nous d'abord sur l'urgence sociale, sur la pauvreté. Je n'utilise pas le terme « précarité » à dessein qui est un bien triste euphémisme. La précarité, c'est le risque de basculer dans la pauvreté. La pauvreté, la vraie, c'est quand on ne dispose pas de ressources suffisantes pour vivre, l'état concret dans lequel de plus en plus de gens se trouvent, cette misère réelle s'accroît jour après jour pendant que les gains boursiers explosent !

La pauvreté se retrouve partout. D'abord, au travail :

Toutes les statistiques vont dans le même sens : travailler aujourd'hui n'est plus une garantie pour sortir de la pauvreté. 2019 a d'ailleurs commencé comme s'était terminée 2018, par une journée de grève : Les travailleurs réclament mieux que les miettes proposées dans l'accord interprofessionnel et un salaire minimum digne. La création de nouveaux statuts précaires et hors du droit du travail comme l'activité complémentaire non imposée, les flexi-jobs ou l'économie

collaborative encouragée par le gouvernement fédéral accentuent la pression sur les travailleurs et la pauvreté. Et comme une spirale infernale, la pauvreté elle-même met la pression sur les travailleurs au bénéfice unique du capital. Car oui, la pauvreté génère du profit.

Les travailleurs pauvres, vous le savez, sont aussi majoritairement des travailleuses pauvres. Les aides ménagères ont tout récemment dû faire grève pour une augmentation salariale de 1.1 %, soit juste pour l'application de l'AIP, ce qui porterait leur salaire à 12€/h ! Sachant en plus, que la grande majorité d'entre elles travaille à temps partiel.

Secteurs moins rémunérés, temps partiels non-choisis, manques de services collectifs pour prendre le relais, ces conditions cumulées précarisent les femmes et se cristallisent au moment de la pension. Car le modèle toujours basé sur le temps plein tout au long de la vie débouche sur une pension moyenne pour les femmes de 850€. La réforme des pensions telle qu'elle est enclenchée pourrait aggraver la situation, et même la proposition à 1500€ reste calquée sur la norme du travail masculin (temps plein /carrière complète).

Cette pauvreté galopante, nos organisations y sont confrontées jour après jour : nos banques alimentaires ne désemplissent pas, le chômage exclut toujours plus de gens (pour nos affiliés CSC à Charleroi, en 2019, cela concerne 997 personnes soit exclues, soit sanctionnées, et 224 en fin de droit aux allocations d'insertion, dont 125 femmes), la permanence sociale et juridique de Vie Féminine rencontre des situations de plus en plus complexes, les mal-logés sont plus nombreux, les procédures de régularisation bloquées pendant des années, le sans-abrisme augmente, se féminise et se rajeunit... indicateurs significatifs et effrayants.

Et la pauvreté, on le sait, ça n'est pas bon pour la santé !

Bien qu'il y ait de nombreux facteurs expliquant les cas de maladie et la santé fragile, la pauvreté en est un majeur, tout comme le non-emploi (il n'y a pas besoin d'étude pour le savoir) et aujourd'hui l'emploi lui-même. Notre organisation du travail aussi rend malade ! On enregistre en Belgique plus de 40% d'invalides pour raisons psychiques chez les employés et employées en 2017. En dix ans, le nombre de salariés et d'indépendants en invalidité a augmenté de 67 %. Le budget du chômage est désormais inférieur de 1,7 milliards au budget consacré aux indemnités de maladie (incapacité et invalidité).

Les secteurs de la sécurité sociale et l'aide sociale subissent en fait le phénomène des vases communicants. On ne peut donc pas se réjouir de la diminution du chômage en Wallonie, car il ne diminue PAS !

La pauvreté s'aggrave, la santé baisse, et comme si tout cela ne suffisait pas, les mesures de contrôle à l'égard des ayant droit se renforcent, car il faut bien faire payer le coût de tout cela à quelqu'un.

Cela fait 15 ans que l'activation et l'exclusion des demandeurs d'emploi existent. Des résultats ? Rien ! Le taux d'emploi n'augmente pas ! Or, en 2019, on a vu des modifications honteuses des formulaires administratifs par le Forem qui inscrivent toujours plus le travailleur sans emploi dans la posture du fraudeur à sanctionner, l'obligation pour les demandeurs d'emploi libres de payer un minerval en promotion sociale, ce qui hypothèque lourdement la capacité de nombreuses femmes à charge de leur partenaire à poursuivre leur formation, ...

Cerise « toxique » sur le gâteau cette année, dénoncée par nos Equipes Populaires, le contrôle des bénéficiaires de la Grapa : ces pensionné.e.s dont la pension est inférieure au seuil de pauvreté et qui nécessitent un complément sont dorénavant eux aussi dans le collimateur. Ils sont, tenez-vous bien, accusés de dépenser leur pension à l'étranger, donc de ne pas la mériter. Conséquence : en 4

mois, 50.000 contrôles et près de 2000 pensionnés exclus de la grapa, même pour des voyages effectués en Belgique. Traumatisés par la nouvelle procédure et ses abus, des gens qui ont travaillé et qui légitimement se disent qu'ils peuvent maintenant se reposer, sont assignés à résidence, n'osent plus sortir de chez eux, pas même pour rendre visite un we à leurs enfants.

Toutes ces mesures n'ont d'autre effet que d'appauvrir plus encore la population et de renforcer la division sociale. Ces mesures nous dressent les uns contre les autres à coup de définitions trompeuses et fascistes (j'entends par là les « fainéants », les « profiteurs », et consorts).

Ces chiffres, que je vous ai cités, nous démontrent une fois encore, que les politiques néolibérales se trompent. Ce que le libéralisme appelle la spirale vertueuse du marché ne tient pas compte des aléas de la vie et ne freinent pas « la liberté » des puissants à écraser les plus faibles. Il nous faut des garde-fous, il nous faut sauvegarder nos droits et les améliorer. La tâche n'est pas simple, tant la pensée unique est puissante.

Face à tous ces désenchantements, nombre de nos citoyens retirent leur confiance de notre démocratie. L'abstentionnisme (j'entends par là le fait de ne pas venir voter et le vote blanc ou nul) a avoisiné les 30% dans notre région aux dernières élections. On entend partout le « tous pourris » ou le « droite ou gauche, c'est pareil », on voit reflourir les discours qui ont servi de tapis rouge à l'extrême droite. Ce « désenchantement » devient dégoût du politique et des institutions, voire de nos vieux mouvements. Car nous aussi, mutuelles, organisations syndicales, mouvements sociaux, faisons face à cette crise démocratique. Gardons à l'esprit que la confiance de nos affiliés est fragilisée.

Et on peut aussi les comprendre ! Nous-mêmes sommes malmenés par l'administration et le politique : tout comme on suspecte à l'infini les ayants droits de frauder, on suspecte aussi l'associatif de bénéficier indûment de subsides en intensifiant les contrôles et en niant la concertation. Parfois sous couvert du « rapprochement du vrai citoyen » ou encore dans des dérives technocratiques, une partie du monde politique organise la rupture avec les corps intermédiaires et la société civile. C'est aussi cela la crise de la démocratie, le manque de confiance de l'appareil en ses citoyens.

Dans le cadre de la concertation sociale, par exemple, le banc patronal se sent fort, soutenu par un gouvernement et des résultats électoraux qui se radicalisent. De plus en plus de personnalités politiques, surtout en Flandre mais pas uniquement, ne cachent plus leur souhait de voir disparaître les organisations syndicales (ou mutuellistes). Leur problème : se retrouver face à des mouvements réellement représentatifs des attentes de la population et qui les empêchent de mettre en place des mesures qui appauvrissent (en exemple : la suspension du projet de pension à points ou l'application du droit belge pour les travailleurs de Ryanair).

On a donc une double crise de la démocratie donc : d'un côté, le citoyen qui n'a plus confiance et de l'autre côté des institutions plus contrôlantes, c-à-d qui retirent leur confiance au citoyen et à la société civile.

Comment dès lors reconstruire la confiance et reparler « politique » avec les gens ? Comment refaire du mot « politique » un mot noble et non un mot qui suscite le dégoût, c-à-d un mot qui signifie « pouvoir de changement » ?

Nous-mêmes, nous ne pouvons croire en « le politique » que si nous pouvons croire en de réelles possibilités de changement : changement de condition, avenir positif. Les gens ont besoin d'avoir des perspectives positives et crédibles pour refaire confiance et participer.

Car cette méfiance face à la démocratie n'empêche pas les solidarités et les nouvelles formes d'engagement : les gilets jaunes, les collectifs divers, les activistes, ... Chez nous aussi, des citoyens s'impliquent dans des actions de solidarités : les tables d'Autre des JOC et EP (ici), les récoltes de dons de Solidarité Mondiale, l'hébergement de personnes migrantes, ... Des gens qui s'engagent ou ont envie de s'engager, il y a en a plein !

Alors, pourquoi ces mouvements, malgré leur geste fondamental (fondateur) en faveur des biens communs, se méfient-ils de notre système démocratique ? Sans doute parce que dans leurs actions collectives, ils retrouvent un pouvoir de décision. Alors que face au système et à l'actualité politique, le sentiment qui domine est celui de ne pouvoir rien y faire, de plus avoir aucune prise sur la décision, sur le devenir commun. Alors s'impliquer dans les solidarités immédiates, qu'on appelle aussi les solidarités chaudes, semble plus efficace, plus réel.

Ces actions de solidarité sont essentielles au vivre ensemble, elles créent du lien, donnent la parole aux exclus de la démocratie, elles bousculent, prennent l'initiative... Cependant elles ne suffiront pas pour assurer une vie digne au plus grand nombre. Il faut ces collectifs et cette société civile et il faut un Etat régulateur capable d'organiser une juste contribution financière de chacun et une protection collective. Il faut un impôt juste et une sécurité sociale forte et refinancée. Sans cela, apprêtons-nous à de violentes luttes sociales.

Heureusement, la volonté de « réenchanter » la question politique est à l'agenda de plusieurs partis : des réflexions et tentatives pour rapprocher le citoyen de l'élu se créent un peu partout à commencer par la Ville de Charleroi, et c'est tant mieux. À Charleroi comme dans d'autres communes, les Conseils Consultatifs Communaux et les expériences de participation se multiplient, là aussi tant mieux. Approfondir la participation citoyenne et associative (j'insiste), et donc la démocratie délibérative, ne pourra qu'améliorer et restaurer le rapport du citoyen à la chose publique.

J'ai dit au début de ce discours, que le contexte politique face à l'urgence suscite inquiétude et colère. Mais cela suscite aussi chez nous la volonté de se battre toujours plus pour nos valeurs, de démontrer que l'intégrité et le respect payent mieux et plus que le mépris, cela suscite chez nous la volonté de manifester et de montrer, notamment uni dans notre action de front commun à Charleroi, qu'il est possible de s'entendre et d'agir.

Lutter contre les inégalités qui n'en finissent pas et contre la désespérance démocratique seront donc deux de nos combats pour 2020. Cela passera par :

- L'approfondissement de notre travail sur la démocratie locale et délibérative : pour la première année (sur 3), nous n'aurons pas à préparer de débat préélectoral (nous l'espérons). Nous passons avec nos groupes d'actions locales et allons passer du temps sur les DPC, leurs PST et leur budget afin d'analyser la cohérence entre le discours et les actes. C'est aussi ça redonner du pouvoir aux gens !
- En 2020, la sécu fête ses 75 ans, ce sera l'occasion de défendre coûte que coûte son refinancement et l'amélioration des droits qui y sont liés.
- Nous continuerons, en 2020, à nous opposer à toutes les formes d'oppression, dont l'enfermement des migrants en centres fermés, et nous lutterons pour que s'organise une procédure permanente de régularisation des travailleurs sans-papiers
- Nous manifesterons avec Vie féminine le 8 mars prochain lors de la grève des femmes. Oui, le 8 mars, un dimanche parce que ce n'est pas une grève du travail, pas qu'une grève pour dénoncer les injustices en matière de travail rémunéré, mais c'est aussi une grève des

soins aux autres, une grève du travail domestique, une grève de la consommation, une dénonciation de la charge mentale... le plus souvent assurées par les femmes ! Vie Féminine le dit haut et fort, 'quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête !'

- Nous travaillerons à unir les gens : La CSC a d'ailleurs lancé une nouvelle forme d'affiliation pour associer et représenter tous les travailleurs, y compris les personnes qui travaillent sous statut d'indépendant.
- Nous poursuivrons le travail de mise en place de l'expérimentation Territoires zéro chômeurs de longue durée, expérience de réinsertion bien plus conforme à nos valeurs que l'activation et l'exclusion.
- Nous continuerons de montrer que l'économie sociale, celle qui tient compte des gens et des biens communs, est la seule qui vaille la peine, avec notre AID Soleilmont et le Café-restaurant Notre-Maison.
- D'autres initiatives, actions et luttes diverses seront évidemment encore menées par chacune de nos organisations constitutives, JOC, Equipes Populaires, CSC, Mutualité Chrétienne et dans toutes les asbl environnantes.

Nous, mouvement ouvrier chrétien, poursuivrons en 2020 notre travail de mouvement social, notre travail de vigilance politique, notre action de mobilisation de nos militants et affiliés pour cette triple urgence dont je parlais en introduction : l'urgence sociale, l'urgence climatique et l'urgence démocratique.

Nous ferons le forcing, nous montrerons à qui doute encore qu'en MOC, nous pouvons faire bouger les choses.

Et je vous invite Vous les militantes et militants ! Vous les bénévoles ! Vous les femmes et hommes politiques ! Vous les travailleuses et travailleurs de l'associatif, des syndicats, des mutuelles ! à vous battre avec nous !

*Pour le Mouvement Ouvrier Chrétien de Charleroi-Thuin,
Adeline Baudson*